



L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-sept juin, à dix-huit heures, les membres du conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, en salle du MIN de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

| | | | |
|----------------------|----|--------------------------|----|
| En exercice : | 55 | | |
| Présents : | 35 | Suffrages exprimés : | 51 |
| Absents : | 20 | - dont POUR : | 51 |
| Absents AVEC pouvoir | 16 | - dont CONTRE : | 0 |
| Absents SANS pouvoir | 4 | Nombre d'abstention(s) : | 0 |

Étaient présents : M. DAUDET Gérard - Président

| | | |
|------------------------------|-------------------------|--------------------------|
| Mme AMOROS Elisabeth | Mme GREGOIRE Sylvie | M. PETTAVINO Jean-Pierre |
| Mme ANGELETTI Frédérique | M. JUNIK Pascal | M. PEYRARD Jean-Pierre |
| Mme BASSANELLI Magali | M. JUSTINESY Gérard | Mme PIERI Julia |
| M. BATOUX Philippe | M. KITAEFF Richard | Mme PONTET Annie |
| M. BOREL Félix | M. LE FAOU Michel | M. RIVET Jean-Philippe |
| M. CARLIER Roland | M. LIBERATO Fabrice | M. ROUSSET André |
| Mme CATALANO-LLORDES Gaétane | M. MASSIP Frédéric | Mme ROUX Isabelle |
| Mme DAUPHIN Mathilde | Mme MILESI Véronique | M. SEBBAH Didier |
| M. DECHER Martine | Mme MONFRIN Marie-Josée | M. SILVESTRE Claude |
| M. DERRIVE Eric | M. MOUNIER Christian | M. SINTES Patrick |
| M. GERAULT Jean-Pierre | Mme NALLET Christine | |
| Mme GIRARD Nicole | M. NOUVEAU Michel | |

Absents excusés ayant donné pouvoir :

| | |
|--|--|
| M. ATTARD Alain | ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth |
| Mme AUDIBERT Danielle | ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre |
| Mme BLANCHET Fabienne | ayant donné pouvoir à M. JUSTINESY Gérard |
| M. BOURSE Etienne | ayant donné pouvoir à M. PEYRARD Jean-Pierre |
| Mme BUCHACA Sophie | ayant donné pouvoir à M. BATOUX Philippe |
| Mme CLEMENT Marie-Hélène | ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard |
| M. COURTECUISSÉ Patrick | ayant donné pouvoir à M. RIVET Jean-Philippe |
| Mme CRESP Delphine | ayant donné pouvoir à M. KITAEFF Richard |
| Mme DU PORT DE PONCHARRA Maria-Thérèse | ayant donné pouvoir à Mme PONTET Annie |
| Mme JEAN Amélie | ayant donné pouvoir à Mme GREGOIRE Sylvie |
| Mme LION-PESQUIES Christine | ayant donné pouvoir à M. ROUSSET André |
| Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse | ayant donné pouvoir à M. MOUNIER Christian |
| Mme PAIGNON Laurence | ayant donné pouvoir à M. DERRIVE Eric |
| M. SELLES Jean-Michel | ayant donné pouvoir à Mme DECHER Martine |
| Mme STELLA Aurore | ayant donné pouvoir à M. MASSIP Frédéric |
| M. VOURET Eric | ayant donné pouvoir à M. LIBERATO Fabrice |

Absents excusés :

Mme ARAGONES Claire

Absents non-excusés :

Mme MACK Marie-Thérèse
Mme MARIANI-RENOUX Séverine
Mme PALACIO Céline

Secrétaire de séance :

Mme DAUPHIN Mathilde est désignée Secrétaire de cette séance

| | |
|--|---|
|  | République française 2024/ ... Département de Vaucluse – Arrondissement d’Apt |
| | Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire Séance du 27 juin 2024 |

| | |
|-------------|---|
| N° 2024-100 | RESSOURCES HUMAINES – Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) : Rapport annuel 2023 sur l’obligation d’emploi de travailleurs handicapés |
|-------------|---|

- *Vu le Code général des collectivités territoriales ;*
- *Vu le Code général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L 351-1 à L 353-1*
- *Vu la Loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés ;*
- *Vu la Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;*
- *Vu décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 relatif au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique ;*
- *Vu l’avis du bureau communautaire en date du 13 juin 2024 ;*
- *Vu l’avis du comité social territorial en date du 20 juin 2024.*

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l’égalité des droits et des chances, la participation de la citoyenneté des personnes handicapées a créé des obligations pour les collectivités territoriales.

Toute collectivité de plus de 20 salariés doit employer à temps plein ou à temps partiel, au moins 6 % de travailleurs répertoriés dans les catégories de travailleurs handicapés.

Le non-respect de l’obligation d’emploi est sanctionné par le biais du versement d’une contribution à un fonds de financement de l’insertion professionnelle (FIPHFP).

LMV a créé un système gagnant-gagnant en créant en 2020 une cellule handicap qui a notamment permis :

- D’identifier plus largement de nouveaux bénéficiaires, par une présence accrue sur le terrain et une explication plus importante des bénéfices pour les agents à se déclarer ;
- D’accompagner plus finement ces agents tant dans leur reconnaissance de travailleur handicapé auprès de la MDPH que dans le montage des dossiers d’aide et de subvention auprès du FIPHFP.

Ainsi, alors que LMV s’est toujours acquittée d’une contribution (pour mémoire, 29 116,68 € en 2019, 5 853,72 € en 2020 et 1 847,88 € en 2021), la contribution est nulle depuis 2022.

En 2023, LMV a poursuivi ses efforts en matière de politique handicap, en recrutant directement trois nouveaux bénéficiaires, se positionnant ainsi en collectivité « handiresponsable ».

Par ailleurs, 3 autres bénéficiaires ont été nouvellement comptabilisés, directement issus des effectifs de la collectivité.

L’agglomération, en employant ainsi 30 agents reconnus « travailleurs handicapés » ou bénéficiaires de l’obligation d’emploi, respecte son obligation **avec un taux de 8,85 % en 2023** (contre 7,26 % en 2021 et 5,36 % en 2020).

Par ailleurs, l’agglomération a maintenu certaines dépenses pour le maintien dans l’emploi des personnes handicapées grâce aux aides du FIPHFP ou avec le recours à des entreprises adaptées.

Le rapport complet présenté en Comité Social Territorial le 20 juin prochain est annexé à la présente délibération.

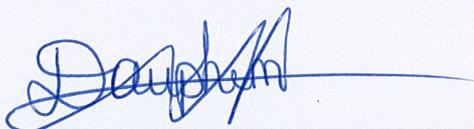
Le Conseil Communautaire,
Où le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l’unanimité des suffrages exprimés,

- **APPROUVE** le rapport annuel 2023 sur l’obligation d’emploi de travailleurs handicapés, ci-annexé.
- **PREND ACTE** que la collectivité remplit les obligations légales d’emploi de travailleurs handicapés pour l’année 2023.

Cavaillon, le 1^{er} juillet 2024

La Secrétaire de séance,

Mathilde DAUPHIN



Le Président,

Gérard DAUDET

